

Les forêts de montagne font partie des paysages les plus majestueux sur terre, mais elles sont menacées. Afin de célébrer l'Année internationale des forêts, chaque mois de l'année 2011 a été dédié à un thème spécial. Comme le mois de décembre est consacré aux «Forêts de montagne», il convient de profiter de la Journée internationale de la

montagne, proclamée le 11 décembre, pour souligner leur importance. Les forêts de montagne protègent les communautés locales contre les catastrophes naturelles, sauvegardent les ressources naturelles et assurent des services environnementaux pour des milliards de personnes qui en dépendent pour leur subsistance et leur bien-être.



©FAO/Giulio Napolitano

Division de l'évaluation, de la gestion
et de la conservation des forêts
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italy
mountain-day@fao.org
<http://www.fao.org/mnts/en/>



**LES FORÊTS
DE MONTAGNE**

**racines de
notre avenir**

La diversité des forêts de montagne

Les forêts de montagne couvrent plus de 9 millions de kilomètres carrés, soit 28 pour cent de la superficie des formations forestières fermées dans le monde. Ces forêts sont des endroits spéciaux ne ressemblant à aucun autre écosystème sur terre, et ils sont en train de disparaître.

- Les forêts pluviales tempérées, que l'on retrouve dans les zones fraîches et humides où l'air marin heurte les montagnes côtières, produisent plus de matière vivante que tout autre écosystème. Ces forêts pluviales tempérées côtières, que l'on retrouvait auparavant partout dans le monde, ne

couvrent plus qu'environ 30 à 40 millions d'hectares, principalement au Chili et dans le Nord-Ouest Pacifique de l'Amérique du Nord.

- Les forêts de brouillard en montagne, enveloppées de façon quasi permanente dans la brume et les nuages, fournissent nourriture et abri à des milliers de personnes ainsi qu'à un nombre incalculable de plantes et animaux. Dans le Nord des Andes, 90 pour cent des forêts de brouillard ont disparu.
- Dans les Andes, 98 pour cent de la zone autrefois couverte par le quenual (spp Polylepis.), l'arbre qui croît aux altitudes les plus élevées au monde, a été déboisée.



©FAO/Gérard Marquis

Protection en altitude

Que ce soit pour l'alimentation, l'hygiène, l'irrigation, l'hydroélectricité, l'industrie ou les transports, plus de la moitié de la population mondiale dépend de l'eau douce stockée en montagne. Lorsque les forêts sont ras  es dans les montagnes et que la terre est laissée sans protection, le ruissellement et l'érosion des sols augmentent. Par conséquent, la qualité de l'eau se détériore dans les ruisseaux et rivières qui desservent les communautés situées en amont et en aval. Les poissons et les autres espèces aquatiques sont alors menacés. Les systèmes d'irrigation, dont dépendent les agriculteurs des hautes-terres et des basses-terres, s'ensavent

et, par conséquent, menacent la production alimentaire et entraînent des coûts d'entretien.

Les forêts de montagne aident à assurer que les gens soient protégés contre les catastrophes naturelles. Dans les zones de montagne, lorsque le couvert forestier n'est pas préservé, les villages et les villes, les centres touristiques, les centrales électriques, les lignes de transmission, les chemins de fer et les routes deviennent plus vulnérables aux glissements de terrain, aux avalanches et aux inondations.    mesure que le climat change, le bouclier de protection fourni par les forêts de montagne ne revêt que plus importance. En effet, les tempêtes tendant à s'intensifier, le niveau des précipitations deviendra plus élevé, augmentant ainsi le risque de catastrophes naturelles dans les zones de montagne.

En plus d'être vitales pour la protection de notre bien-être et de fournir des biens et services écologiques essentiels à la subsistance, les forêts de montagne sont des trésors naturels dont la présence préserve notre patrimoine culturel. La beauté des paysages forestiers a façonné les visions du monde et les traditions sociales des communautés de montagne. Chaque année, des millions de gens voyagent dans les zones de montagne pour leurs loisirs, le tourisme et leur rajeunissement spirituel.



  FAO/Giulio Napolitano

Des forêts en santé pour des collectivités en santé

Pour que les forêts de montagne puissent nous protéger, elles doivent être en bonne santé. La santé d'une forêt est déterminée par sa densité et par la présence d'un éventail d'espèces d'arbres de hauteurs et d'âges différents. Ce mélange est essentiel afin que la forêt résiste aux aléas naturels, aux infestations parasitaires et aux maladies.

Beaucoup de forêts de montagne demeurent en bonne santé. Cependant, dans certains cas, lorsque ces forêts sont gérées par des sociétés qui n'ont aucun lien avec les communautés locales et sont axées sur la production d'un seul produit, souvent le bois, le maintien de la santé globale de la forêt n'est pas la priorité absolue.

Pour les gens qui vivent dans et autour des forêts de montagne, la santé de leur communauté est directement liée à la santé de ces forêts. La biodiversité des forêts de montagne fournit aux populations locales une gamme de produits tels que du bois, du combustible, des médicaments, du fourrage et une grande variété d'aliments, qui sont indispensables pour assurer leur subsistance, leur sécurité alimentaire et leur bien-être. Puisque les forêts de montagne et leur culture dépendent de la santé des forêts, les communautés de montagne ont acquis une profonde connaissance de l'écologie locale et ont développé et adapté localement des systèmes durables pour vivre de la terre.



©FAO/Giuseppe Bizzarri

Les forêts de montagne menacées

La déforestation dans les montagnes est entraînée en grande partie par la croissance démographique et l'expansion de l'agriculture commerciale. Comme la concurrence pour les terres dans les zones de montagne a augmenté, les petits agriculteurs ont été contraints de défricher des terres marginales sur des pentes abruptes impropres à l'agriculture. Les éleveurs envoient les animaux paître sur les pâturages de montagne et les terres forestières, détruisant souvent le couvert végétal, compactant le sol, empêchant la régénération naturelle et compliquant le reboisement. L'exploitation commerciale et minière a également contribué à une perte du couvert forestier dans les montagnes.

En outre, les politiques nationales concernant la gestion des ressources naturelles peuvent accroître la vulnérabilité des forêts de montagne. Par exemple, dans les zones de montagne où le régime foncier est incertain et où la distribution des terres est inéquitable, les agriculteurs, les éleveurs, les forestiers, et toutes les autres personnes dont la subsistance dépend du travail de protection des forêts de montagne, peuvent être exclus du processus de la gestion de leurs forêts. La gestion durable des forêts de montagne est compromise lorsqu'aucune responsabilité ou autorité en matière de gouvernance des ressources forestières n'est accordée aux communautés locales.

Perspectives futures

Des travaux doivent être entrepris à tous les niveaux de gouvernance afin de s'assurer que les forêts de montagne soient protégées et puissent, à leur tour, nous protéger en nous fournissant des biens et services environnementaux vitaux.

Au niveau communautaire, il est fondamental que les gens de montagne, ceux qui ont le plus grand intérêt à maintenir la santé des forêts de montagne, ont leur mot à dire dans la façon dont les ressources forestières locales sont gérées, et jouissent de droits d'accès à la terre et à l'eau bien définis, afin de mener efficacement leurs responsabilités de gestion et soient correctement récompensés pour leur travail.



Les aménagistes forestiers doivent également appliquer de meilleures pratiques forestières pour assurer que les forêts de montagne puissent exercer leurs fonctions de protection essentielles.

Au niveau national, les décideurs doivent être conscients de l'importance des fonctions protectrices et productives fournies par les forêts de montagne et intégrer ces connaissances dans les politiques qui abordent les grands objectifs nationaux, y compris les stratégies nationales de réduction des risques liés aux catastrophes, la gestion des ressources en eau, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que l'atténuation de leurs effets.

Au niveau mondial, les délégués participant aux réunions internationales sur la gestion des risques liés aux catastrophes, de la qualité de l'eau et autres questions environnementales doivent accorder aux forêts de montagne une place prépondérante dans leurs discussions. Cela est particulièrement vrai dans les négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la mise en œuvre des activités liées au Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).



La lutte contre le changement climatique au Népal

En 2009, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), en collaboration avec la Fédération des usagers de foresterie communautaire au Népal (FECOFUN) et le Réseau Asiatique pour une Agriculture et des ressources Biologiques Durables (ANSAB), a lancé le Fond Fiduciaire pour le Carbone Forestier (FFCF). Le FFCF est un projet pilote pour établir, au niveau communautaire, un mécanisme de gouvernance pour la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD +). Il a reçu des fonds de démarrage de l'Agence norvégienne de la coopération pour le développement (NORAD) et de l'Initiative Forêts et Climat.

Le projet pilote a conçu et mis en place un système de rémunération pour la séquestration du carbone dans des forêts gérées durablement par les communautés au Népal. Mené dans trois districts de bassins versants différents du Népal, le projet a couvert une surface de plus de 10 000 ha, impliqué 105 forêts gérées de façon communautaire et fourni des prestations à 18 000 ménages. Les trois districts participants ont été choisis tant pour leur travail de conservation que pour l'inclusion des femmes au projet, normalement victimes de la discrimination de caste, ainsi que les communautés autochtones et les groupes défavorisés parmi les usagers de la foresterie (CGUF).

Afin de protéger les forêts de montagne locales et d'accroître les stocks de carbone forestier, le projet a :

- introduit des technologies d'énergie alternative, comme le biogaz et les fourneaux améliorés;
- soutenu la plantation de plants d'arbres dans la communauté et sur les terres forestières privées;
- établi des pâturages et des systèmes améliorés de gestion des incendies de forêt.

Les calculs effectués par le CGUF sur les variations des stocks de carbone forestier sur deux ans ont indiqué l'absorption d'un total de près de huit millions de tonnes de carbone en deux ans. Le FFCF a distribué 100 000 \$ américains aux communautés participantes sur la base de leur performance.



Protéger le sol dans l'État plurinational de Bolivie

Dans la municipalité de Arampampa, au cœur des Andes Boliviennes, un projet de reboisement, mené par TUKUY, une organisation indigène locale, sous la supervision de la Direction générale de la gestion forestière et le développement (DGGyDF) et le soutien financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a travaillé avec des communautés locales afin de faire face au problème de la dégradation des sols et l'érosion causée par la perte du couvert forestier.

En 2009 et 2010, l'équipe de projet a distribué plus de 60 000 plants d'arbres d'espèces variées à des groupes établis dans 20 communautés. Les activités de reboisement couvraient près de 40 hectares. Bien qu'il sera crucial de continuer à surveiller les plantations, les enquêtes initiales ont indiqué un taux de survie élevé, de 80 pour cent.

Afin de s'assurer que le projet aurait un impact à long terme, le renforcement des capacités était un élément critique. Des ateliers de formation impliquant des membres des comités locaux encourageant le boisement ainsi que des membres des communautés locales ont été organisés, avec une série de 12 ateliers dans les écoles primaires et secondaires. Plus de 700 étudiants ont participé aux ateliers scolaires et pu ainsi aborder plusieurs thèmes tels que : comment faire pousser des plants d'arbres dans une serre, comment transplanter les semis, comment protéger les ressources naturelles et plus généralement, prendre soin de l'environnement. En plus des semis plantés par les collectivités locales, près de 4 000 plants ont été distribués aux écoles afin qu'elles établissent leurs propres parcelles forestières.



Protéger l'approvisionnement en eau en Sierra Leone

Environ 20 pour cent de la population de la Sierra Leone dépendra des ressources d'eau stockée dans le terrain montagneux de la Réserve forestière de la Péninsule du Territoire Ouest (connue sous le sigle de WAPFoR). Cependant, la forêt est menacée par la production de charbon et de bois, ainsi que par l'expansion agricole et urbaine. Comme ces activités compromettent la rétention hydrique du sol et les capacités de stockage de l'eau de l'écosystème forestier tropical, il y a une augmentation de l'érosion du sol, qui, à son tour, mène à la sédimentation dans les barrages, réduisant considérablement la quantité d'eau qui peut être emmagasinée



©FAO/Paolo Cedi

pendant la saison des pluies. Les barrages sont, en effet, les principales sources d'eau potable pour la population de Freetown et des communautés environnantes.

Pour aider à protéger l'approvisionnement en eau du pays, l'organisation non gouvernementale, Welthungerhilfe, en association avec le Département des forêts du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire de la Sierra Leone (MAAFS) et le Forum environnemental pour l'action (ENFORAC), a lancé un projet destiné à assurer une gestion durable du bassin versant de la réserve en utilisant la prise de décision des processus participatifs. Soutenu par un cofinancement de l'Union européenne, le projet a commencé en 2009 et se poursuivra jusqu'en 2014.

La première priorité du projet était de tracer une nouvelle limite forestière pour la réserve. La zone à l'intérieur des limites, classée forêt nationale, est ainsi interdite à toute sorte d'extraction de ressources naturelles. Les zones tampons, utilisées pour l'approvisionnement en eau, la collecte du bois de feu et l'agroforesterie, sont délimitées en forêts communautaires. Ces forêts sont gérées par des organisations collectives en vertu d'un contrat avec le Département des forêts et le Ministère des terres, de l'aménagement du territoire et de l'environnement.



©FAO/David Gilbert